

# Allemagne-Belgique-Luxembourg-Suisse

## Baisse de l'activité marquée en Allemagne, plus modérée en Suisse et en Belgique, le Luxembourg toujours dynamique

En 2019, la croissance ralentit nettement en Allemagne, particulièrement dans les Länder limitrophes du Grand Est, en raison du recul de la production manufacturière. Elle est toutefois soutenue par le dynamisme de la consommation des ménages et la bonne tenue du commerce extérieur. Le ralentissement est plus modéré en Belgique et en Suisse. Dans les quatre pays voisins du Grand Est, l'emploi reste toutefois bien orienté et le chômage est en repli.

Marie-Laure Kayali, Insee

### Ralentissement de la croissance en Allemagne

Après deux années de croissance vigoureuse (+ 1,5 % en 2018 et + 2,5 % en 2017), l'économie allemande perd de son dynamisme en 2019 (+ 0,6 %). En cause, la baisse de la formation brute de capital fixe de 1,7 % sur un an, ainsi que la chute de 3,6 % de la production économique de l'industrie manufacturière, principalement dans l'industrie automobile, qui représente plus du quart de l'économie globale. En revanche, les consommations privée et publique continuent de soutenir l'activité et enregistrent des hausses supérieures à celles des années précédentes (+ 1,6 % et + 2,5%); de même, les investissements dans le secteur du bâtiment (+ 3,8 %), en particulier dans le génie civil et la construction de logements, tirent la croissance et accélèrent. Les autres investissements, dont la recherche-développement, dépassent également le niveau de 2018 (+ 2,7 %). À l'inverse, les investissements en équipements automobiles stagnent (+ 0,4 %).

Globalement, la valeur ajoutée brute augmente de 0,5 %. Mais ce sont les secteurs des services et du bâtiment qui affichent la plus forte hausse de leur valeur ajoutée : + 2,9 % pour l'information et la communication, comme pour les finances et + 4,0 % pour le bâtiment. À l'inverse, la performance économique de l'industrie s'effondre (- 3,6 %), surtout pour les biens de consommation durables et d'équipement.

Le commerce extérieur de l'Allemagne décélère, malgré les facteurs de compétitivité du pays. L'excédent commercial ainsi réalisé s'élève à 223,6 milliards d'euros, contre 228,7 en 2018. Les exportations (1 327,6 milliards d'euros) progressent de 0,8 %, plus modérément que les importations (+ 1,4 %). Le pays exporte principalement des automobiles, des machines et des produits chimiques. La France reste un partenaire privilégié et occupe la deuxième place à l'export avec 106,8 milliards d'euros, derrière les États-Unis. Parmi les pays auprès desquels l'Allemagne importe, la Chine (109,7 milliards d'euros) se place loin devant les Pays-Bas, les États-Unis et la France, qui occupe la quatrième place (66 milliards d'euros). L'Allemagne réalise ainsi des excédents commerciaux avec les États-Unis (47,2 milliards) et la France (40,7 milliards) entre autres, mais un déficit de 13,8 milliards avec la Chine.

L'Allemagne bénéficie, pour la huitième année consécutive, d'un excédent de 49,8 milliards d'euros (contre 62,4 en 2018), soit 1,5 % de son PIB.

### Un taux chômage parmi les plus bas d'Europe.

L'Allemagne compte, en moyenne en 2019, 45,3 millions d'emplois, soit une hausse de 400 000 par rapport à 2018 (+ 0,9 %). Cette hausse est surtout portée par l'emploi salarié (+ 1,2 %). Avec 3,2 %, le taux de chômage allemand figure parmi les plus

faibles de l'UE, juste derrière celui de République Tchèque (2,0 %). Le nombre de chômeurs fin 2019 (1,4 million) augmente de 78 000 personnes (+ 5,3 %) par rapport à fin 2018.

### La croissance du Bade-Wurtemberg stagne

La croissance du Bade-Wurtemberg ralentit fortement à + 0,1 % en 2019, après des hausses de 2,3 % et de 3,6 % au cours des deux années précédentes. La valeur ajoutée brute de l'industrie recule de 3,3 % et contribue négativement à la croissance (- 1,0 point). En effet, la demande intérieure et extérieure continuent de baisser, en particulier dans les secteurs de la construction mécanique et de la fabrication de produits métalliques et d'équipements électriques. À l'inverse, la construction et le tertiaire sont les piliers de la croissance, avec une valeur ajoutée en hausse respectivement de 2,6 % et de 1,8 % et contribuent pour 0,1 et 0,9 point à la croissance. Cependant, les services ne compensent pas le ralentissement de l'industrie, dont le poids est particulièrement important dans ce Land. Le commerce extérieur est en hausse de 1,3 %, soit + 1,1 % pour les exportations et + 3,0 % pour les importations. Le Bade-Wurtemberg exporte surtout des automobiles, des machines et des produits pharmaceutiques, à hauteur de 205,2 milliards d'euros. La France (+ 4,6 %) se place au troisième rang des importateurs, derrière les États-Unis (+ 0,2 %) et la Chine (+ 3,3 %).

La hausse de l'emploi s'accroît, avec près de 6,4 millions d'actifs en emploi en 2019, soit + 55 300 personnes par rapport à 2018 (+ 0,9 %). Le secteur tertiaire, qui regroupe 68 % des emplois, gagne 30 100 actifs, soit + 0,7 %, et l'industrie 15 400 personnes (+ 1,0 %). Les effectifs du BTP augmentent de 3,2 %. Dans le même temps, 738 400 personnes occupent un emploi précaire dans le Bade-Wurtemberg, en baisse de 13 000 par rapport à l'année précédente (- 1,7 %). Avec 2,4 %, le chômage se situe parmi les plus faibles d'Allemagne, derrière la Bavière.

### Repli en Rhénanie-Palatinat et en Sarre

La Rhénanie-Palatinat affiche une contraction de la production économique de 1,3 % en 2019, après des hausses de 1,3 % et de 1,4 % en 2018 et 2017. La chute de 9,8 % de la valeur ajoutée dans l'industrie, en particulier dans l'industrie pharmaceutique, chimique et la construction mécanique, pèse sur la performance globale de l'économie. En revanche, l'activité progresse dans la construction et les services (+ 1,9 % et + 1,4 %). Pour la première fois depuis 2009, les exportations chutent de 10,7 % et les importations de 13,4 %. Les ventes à l'export reculent pour tous les biens, surtout les produits pharmaceutiques (- 42,3 %) et la construction de machines (- 9,1%). La France est le premier partenaire tant à l'export qu'à l'import. Cependant, la baisse des exportations n'apparaît pas avoir de répercussions négatives sur le marché du travail ; les actifs (2 millions) augmentent de 0,6 % et le taux de chômage s'établit à 2,8 %, en recul de 0,3 point.

L'économie sarroise est en repli de 0,6 % après - 0,1 % en 2018 et + 1,9 % en 2017. Comme dans les Länder voisins, c'est l'industrie qui est concernée (- 7,0 %) et notamment la fabrication de produits métalliques, de machines et l'automobile. Les valeurs ajoutées de la construction et des services progressent (+ 3,0 % et 1,7 %). 534 300 personnes ont un emploi en moyenne sur l'année 2019, comme en 2018, et le taux de chômage passe de 3,6 % à 3,7 % sur un an.

### Croissance modérée en Suisse

D'après une estimation provisoire du Secrétariat d'État à l'économie (SECO), la

croissance suisse faiblit à + 0,9 % (après + 2,8 % en 2018 et + 1,8 % en 2017). L'activité économique bénéficie surtout d'une industrie manufacturière et d'un secteur des services dynamiques avec une forte croissance pour les industries chimique et pharmaceutique d'une part, du commerce, de l'hébergement et de la restauration d'autre part. La consommation intérieure reste modérée (+ 1,0 %). En revanche, la demande extérieure contribue de manière significative à la croissance et soutient les exportations (+ 4,6 %), alors que les importations ne progressent que de 1,7 %.

La Suisse compte 5,1 millions d'emplois en moyenne en 2019, soit une augmentation de 1,2 % sur un an. Le secteur secondaire enregistre une hausse de 1,3 % grâce au gain d'emplois dans la construction (+ 2,2 %), alors que leur nombre stagne dans l'industrie manufacturière. Dans le secteur tertiaire, l'emploi progresse de 1,0 %. En Suisse du Nord-Ouest, l'emploi augmente modérément, de 0,7 %. Fin 2019, 328 900 frontaliers de nationalité étrangère travaillent en Suisse, en augmentation de 15 180 personnes en un an (+ 4,8 %). Ces frontaliers sont à 55 % domiciliés en France, dont un sur cinq réside en Alsace. Ces derniers se rendent principalement en Suisse du Nord-Ouest (+ 2,1 % sur un an pour 33 700 personnes). Malgré une croissance économique modérée, le nombre de chômeurs au sens du Bureau International du Travail (BIT) s'est considérablement réduit (- 6,5 %) dans le pays et le taux de chômage en moyenne annuelle y est passé de 4,7 % en 2018 à 4,4 % en 2019. Dans la Suisse du Nord-Ouest, la baisse est encore plus significative avec 17,9 % de chômeurs en moins et un taux de chômage de 3,5 % contre 4,3 % un an auparavant.

### Net recul du chômage en Belgique et en Wallonie

La Banque nationale de Belgique estime la croissance belge à + 1,1 % (après + 1,5 % en 2018). Elle est soutenue par les consommations des ménages et des administrations (+ 1,1 % et + 1,6 %). Les investissements privés sont également en hausse (+ 5,9 %) comme ceux des entreprises (+ 3,1 %), alors que les investissements publics se contractent de 1,8 %. La valeur ajoutée se renforce dans les services (+ 1,5 %) et dans la construction (+ 4,1 %) et

plus modérément dans l'industrie (+ 0,6 %). Sur l'ensemble de l'année 2019, le volume des exportations a progressé moins vite que celui des importations (+ 1,0 % pour + 1,2 %). Par conséquent, les exportations nettes de biens et de services ont apporté une contribution négative à la croissance économique. (- 0,2 point). Avec près de 4,8 millions en 2019, le nombre d'actifs en emploi augmente de 1,6 % par rapport à 2018. La Belgique compte 273 000 chômeurs, en baisse sensible de 9,0 %. Ainsi, le taux de chômage au sens du BIT est en net recul : il s'établit à 5,4 % contre 6,0 % un an auparavant.

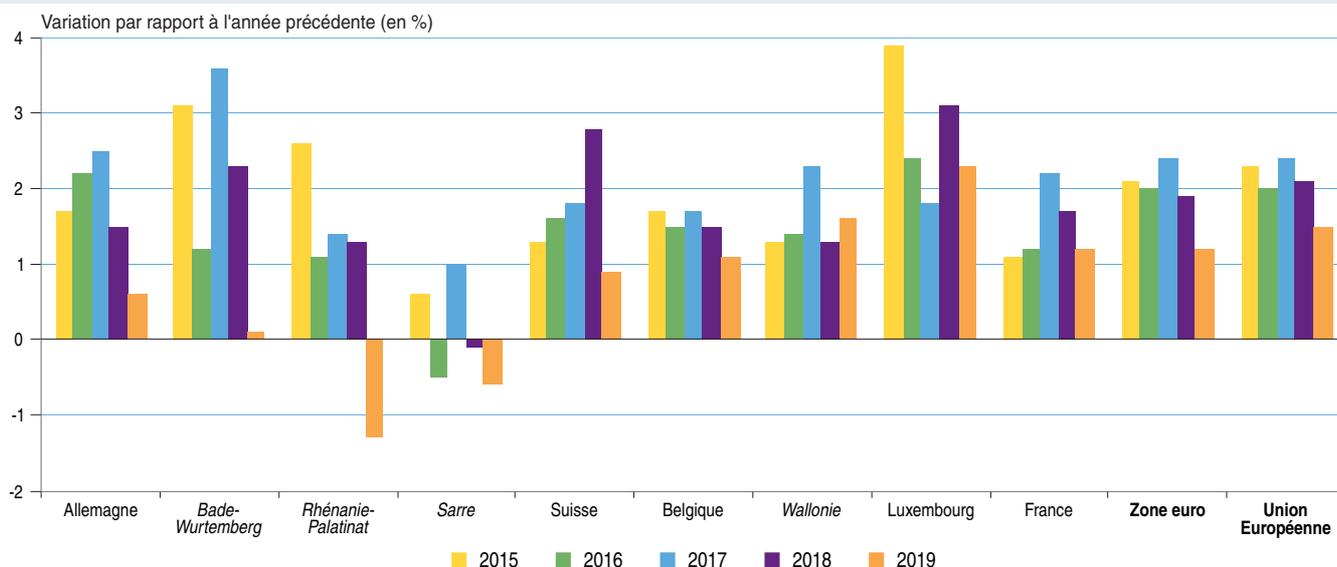
D'après l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS), le PIB de la Wallonie se consolide à + 1,6 % en 2019 (+ 1,3 % en 2018 et + 2,3 % en 2017), grâce au raffermissement du commerce extérieur et des investissements des entreprises (+ 3,6 % pour les exportations et + 2,9 % pour les investissements). La consommation des ménages soutient également la croissance (+ 1,5 %). La reprise de l'emploi se confirme, avec 1,4 million de personnes actives occupées, soit en augmentation de 1,4 % par rapport à l'année précédente. Le nombre de chômeurs (107 000) a baissé de 15,5 % depuis un an. Le taux de chômage passe ainsi de 8,5 % en 2018 à 7,2 %.

### Le Luxembourg maintient son haut niveau de croissance

L'activité économique au Luxembourg progresse de 2,3 % après 3,1 % en 2018 et 1,8 % en 2017 d'après les premières estimations de l'institut national de la statistique et des études économiques luxembourgeois (STATEC). Elle est soutenue par la bonne tenue des activités financières et de la consommation des ménages.

Fin 2019, l'emploi intérieur augmente de 3,6 %, de même que l'emploi salarié, comparés à fin 2018. Il s'appuie principalement sur les travailleurs frontaliers, en hausse de 3,9 %. Le nombre de frontaliers résidant en Lorraine progresse de 6,5 %. Sur l'ensemble de l'année, 15 760 demandeurs d'emploi sont inscrits à l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) et le taux de chômage au sens du BIT stagne à 5,6 % comme en 2018. ■

**1 Taux de croissance du PIB**



Note : le produit intérieur brut (PIB) est une mesure de l'activité économique. Il est défini comme la valeur de tous les biens et services produits, moins la valeur des biens et services utilisés dans leur création. Le calcul du taux de croissance annuel du PIB en volume est destiné à permettre les comparaisons des dynamiques du développement économique à la fois à travers le temps et entre des économies de différentes tailles.

Pour le calcul du taux de croissance du PIB en volume, le PIB à prix constants est évalué avec les prix de l'année précédente et les changements du volume ainsi calculés sont imputés au niveau d'une année de référence. C'est ce qu'on appelle une série chaînée liée. Par conséquent, les mouvements de prix ne contribuent pas à augmenter le taux de croissance.

Sources : Insee, Destatis, Statistisches Landesämter Rheinland-Pfalz, Baden-Württemberg, Saarland, Confédération Suisse, Secrétariat d'État à l'économie, Banque nationale de Belgique, Office national pour l'emploi belge, Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, Institut national de la statistique et des études luxembourgeois.